

avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, mette en place le plus rapidement possible les mécanismes nécessaires permettant de subventionner la création d'emplois dans le domaine de l'industrie touristique. Cette industrie, qui est la première force économique dans de nombreuses régions du Canada, a de plus en plus besoin de l'aide gouvernementale pour faire face à la hausse des coûts généralisée, et devrait être traitée sur le même pied que les autres industries de transformation. De plus, monsieur l'Orateur, il s'agit en ce domaine, et dans la plupart des cas, de petites et moyennes entreprises que le gouvernement veut justement aider.

Pendant trop longtemps, monsieur l'Orateur, la circonscription de Charlevoix n'évoquait, à l'extérieur de notre région, qu'une des plus belles parties de la province de Québec, réservée à de riches touristes qui venaient vivre chez nous en vase clos pendant les mois d'été.

Les temps ont changé et la population désire maintenant que les atouts touristiques de notre circonscription soient organisés sur une base industrielle, ce qui permettra à la population de travailler pour des salaires convenables et de participer elle aussi aux nombreux avantages qu'offre Charlevoix, avantages réservés jusqu'à tout récemment à une faible minorité.

Située entre deux pôles économiques très actifs, à savoir la région de Québec et celle de Baie-Comeau-Hauterive, la circonscription de Charlevoix ne retire absolument aucun avantage de ces deux pôles d'attraction. Notre avenir doit donc se baser, à l'intérieur de notre territoire, sur le développement agricole et touristique, sur le développement de nos richesses forestières, et sur celui de notre vocation maritime.

Nous vivons, dans notre circonscription, sur une plus petite échelle. Les grands problèmes nationaux auxquels nous devons faire face actuellement sont le fait qu'il existe encore dans notre pays des populations défavorisées, qu'il existe encore des régions sous-développées, et qu'il existe encore des Canadiens qui ne peuvent pas profiter des richesses et des avantages qu'offre notre pays. C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, le budget présenté par l'honorable ministre des Finances se devait d'être expansionniste pour venir en aide aux Canadiens qui sont en droit d'exiger de dépasser le seuil de la pauvreté.

C'est pour travailler dans ce seul but, monsieur l'Orateur, comme je le disais au début, que j'estime avoir été élu, et je sais que ce but est également partagé par mes collègues. Il est assez significatif que nous ayons été élus majoritairement en cette période de troubles économiques inquiétants. Un mandat clair nous a été confié et c'est celui de gouverner ce pays pour le mieux-être de tous les Canadiens.

Nous ne pouvons plus envisager l'avenir sans penser que les gouvernements doivent et devront toujours davantage intervenir dans le domaine de l'économie, de la politique sociale et internationale.

Nous devons cesser, monsieur l'Orateur, de nous inquiéter des épithètes accolées aux mesures du gouvernement, sans nous engager dans ces débats stériles sur la question de savoir si nous sommes ou trop socialistes ou trop capitalistes, trop centralisateurs, ou pas assez. Nous devons profiter de ces années où nous sommes au pouvoir pour mettre de l'avant des mesures économiques et sociales qui n'auront pour seul but que le bonheur des Canadiens. Le budget présenté par l'honorable ministre des Finances s'inscrit en droite ligne dans ces mesures.

Le budget—M. B. Clarke

● (1730)

[Traduction]

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, mon chef, et mes collègues de diverses provinces ont longuement commenté le refus par le gouvernement libéral de reconnaître comme déductions aux fins d'impôt les redevances et autres impôts provinciaux. Le ministre des Finances (M. Turner) a évoqué la tradition qui permettait jusqu'ici ces déductions, mais il se cache derrière une variété de réclamations provinciales complexes. Ce faisant, il feint d'ignorer les droits que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique confère aux provinces. Le gouvernement essaie de faire de l'Alberta un bouc émissaire pour mieux dissimuler la guerre financière qu'il a déclarée aux provinces.

On a dit peu de chose sur les effets que cette politique aura sur ma propre province, la Colombie-Britannique. Le voyage de notre premier ministre à Tokyo en est probablement la cause. Toutefois, son ministre des richesses naturelles a dit que le gouvernement fédéral envahissait de toute évidence et de propos délibéré le champ fiscal des provinces. L'industrie minière de la Colombie-Britannique, dont les ressources non renouvelables sont aussi en cause, a été durement frappée et presque tous ses dirigeants ont été forcés de quitter le pays. Même les industries de ressources renouvelables, telles l'industrie forestière, qui s'efforcent de maintenir leur rendement, s'inquiètent beaucoup de la décision du gouvernement de refuser de déduire les taxes provinciales.

De toute évidence, le gouvernement a l'intention de rejeter toute déduction d'impôts provinciaux. Le ministre a déjà indiqué que la taxe sur la spéculation foncière en Ontario n'est pas déductible. Tous les hommes d'affaires canadiens doivent se demander quand, aux yeux du gouvernement, sera déductible une dépense faite au chapitre d'un impôt provincial ou municipal. Même certaines dépenses normales, telles les dépenses au chapitre de la publicité, ont été refusées dans le cas de publicité faite dans des périodiques étrangers. Le seul fait que cette question n'ait pas été résolue renforce l'impression que le gouvernement persiste à offrir une mesure de colmatage.

Ce qui étonne surtout dans ce budget, c'est qu'il ne tente même pas de s'attaquer au problème de l'inflation, tout en étant lui-même inflationniste. Il prévoit une hausse des dépenses gouvernementales, bien que cette hausse soit d'un niveau inférieur à ceux qui ont été enregistrés ces dernières années. Au sujet de la réduction de 2 milliards à 1 milliard de dollars que le ministre a prévue au chapitre des besoins financiers globaux, par suite des répercussions d'une inflation d'un taux supérieur à celui prévu, le *Globe and Mail* n'a pu s'empêcher de remarquer que «le gouvernement est celui qui a profité le plus de l'inflation».

Ce point de vue est analogue à celui que l'honorable J. V. Clyne, industriel éminent de la Colombie-Britannique, a énoncé au cours de la dernière campagne électorale lorsqu'il a dit que le gouvernement de M. Trudeau, dans son désir de s'attirer des votes, avait tout à fait renoncé à lutter contre l'inflation. Il a déclaré que le gouvernement actuel était celui qui avait le plus contribué à l'inflation, avec des dépenses qui avaient augmenté de 140 p. 100 au cours des six dernières années.

A considérer le budget, nous pouvons voir qu'il apporte des remèdes à quelques symptômes de l'inflation. On y trouve quelques dégrèvements fiscaux pour les contribuables suffisamment fortunés pour avoir des revenus impossibles, ainsi que d'autres exemptions à l'intention des